



**PRÉFET  
DES YVELINES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Cabinet  
Direction des sécurités  
Service interministériel de défense et de protection civile**

Versailles, le 11 septembre 2024

Affaire suivie par : Mme Camille PEINTRE  
Téléphone : 01.39.49.76.16 / 06.07.15.16.17  
Mail : [pref-sidpc-erp@yvelines.gouv.fr](mailto:pref-sidpc-erp@yvelines.gouv.fr)

**PROCÈS VERBAL  
DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ D'ARRONDISSEMENT  
DE VERSAILLES**

-----  
**Visite du mercredi 11 septembre 2024**

**OBIET :**

Commune de Versailles

Dossier : Université – Versailles Saint Quentin en Yvelines (#646-ERP-201/7)

Affaire : Visite avant ouverture

Adresse : 45, avenue des États Unis – 78000 VERSAILLES

**REFER :**

- Code de la construction et de l'habitation (CCH).
- Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pris par arrêté du 25 juin 1980 modifié.
- Procès-verbal de la sous-commission départementale de sécurité n° 64551 du 29 juillet 2022.

**Personnes présentes à la commission**

***Présidente de la commission :***

Madame Camille PEINTRE, chargée de mission - Section prévention des risques et sécurité du public

***Membres :***

Monsieur Philippe PAIN, élu

Lieutenant Jean Michel BRU, préventionniste

***Étaient présents :***

Madame Aurélia CARRE DE LUSANCAY, DGS – UVSQM

Monsieur Arnaud DEGOANNINI, CSSI – GAYES SSI

Madame Catherine LEFEU, chargé d'opérations – UVSQ DPI

Monsieur DOUART - Qualiconsult

Monsieur Matthieu CADAERT, architecte – AP ARCHITECTURE

Monsieur Fabrice JIROUX, maîtrise d'oeuvre lots, techniques – IPH Ingénierie

Monsieur Jérôme BATY, chargé de sécurité incendie - UVSQ DPI

La commission de sécurité d'arrondissement de Versailles s'est réunie le 11 septembre 2024 pour procéder à la visite avant l'ouverture au public du Pavillon PANHARD situé sur le site de l'université Versailles Saint-Quentin.

L'établissement recevant du public concerné est susceptible d'accueillir 215 personnes dont au titre du personnel. Il est classé en type R avec des activités des types L, N et Y de la 4<sup>ème</sup> catégorie.

Après visite, la commission émet un **avis favorable** à l'ouverture au public de l'établissement.

La présidente de la commission



Camille PEINTRE

### Rappels de la réglementation

Tenir à jour le registre de sécurité, conformément à l'article R.143-44 du CCH, sur lequel sont portés notamment :

- l'état du personnel chargé du service incendie ;
- les consignes générales et particulières établies en cas d'incendie et notamment celles concernant l'évacuation des personnes en situation de handicap ;
- les dates et les observations éventuelles des divers contrôles et vérifications ;
- les dates des travaux d'aménagement et de transformation, leur nature, les noms du ou des entrepreneurs, de l'architecte ou du technicien chargé de surveiller les travaux.

Le règlement de sécurité impose de faire procéder à la vérification et à l'entretien des installations et équipements techniques par des organismes agréés ou par des techniciens compétents dont notamment :

- le désenfumage (article DF 10) : annuelle.
- les installations de chauffage - étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustibles liquides ou gazeux, en fluide frigorigène (article CH 58) : annuelle.
- les installations et les appareils d'utilisation de gaz combustible (article GZ 30) : annuelle.
- les installations électriques (article EL 19) : annuelle.
- les ascenseurs (articles R.134-6 et R.134-11 à R.134-13 du CCH et AS 9) : toutes les 6 semaines (bon fonctionnement), semestriel (câbles), annuel (parachutes et nettoyage) par un technicien compétent et tous les 5 ans par un organisme agréé.
- l'installation d'extraction des fumées, des buées et des graisses de l'office (article GC 22) : annuelle.
- les moyens de secours contre l'incendie (article MS 73) : annuelle.  
De plus, le système de sécurité incendie de catégorie A doit être vérifié tous les trois ans par une personne ou un organisme agréé.
- les mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage (clapets, volets, portes, etc. - articles DF 10 et MS 73) : annuelle.
- les installations de filtration (climatisation) (article CH 39 §3) : annuelle ou tous les 3 mois en l'absence d'un système de mesure et d'alarme fonctionnant en permanence.

Faire reporter sur le registre de sécurité les résultats de ces vérifications ou entretiens (article R.143-44 du CCH).

Lorsque des rapports de vérifications techniques sont établis, ils doivent préciser dans l'ordre des articles du règlement de sécurité, la conformité ou la non-conformité des installations ou des équipements aux dispositions applicables au moment de la construction et de l'aménagement (articles GN 10 §1, GE 8 et GE 9).

Les non conformités mentionnées dans les rapports de vérifications doivent être levées au plus vite par un technicien compétent qui doit dater et parapher ses interventions sur lesdits rapports (article R.143-34 du CCH).

Tenir à disposition de la commission de sécurité les rapports de contrôles techniques et justificatifs

permettant de s'assurer que les équipements et installations techniques sont entretenus et maintenus en conformité avec les dispositions réglementaires (article R.143-37 du CCH).

Le responsable de l'établissement doit instruire du personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie (article MS 46). Les personnes désignées doivent être entraînées à la manœuvre des moyens de secours contre l'incendie et à l'évacuation du public. Le personnel doit notamment connaître les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, élaborées par l'exploitant (article GN 8).

**Ces compétences doivent être entretenues et testées au travers d'exercices pratiques et réguliers. Le compte-rendu de ces exercices doit être annexé au registre de sécurité (article R.143-44 du CCH).**